

L'ÉVÉNEMENT

Des familles de Moldaves s'incrument chez un entrepreneur à Aubervilliers

IL S'AGIT d'un terrain de quelque 2000 m², au nord d'Aubervilliers, en banlieue parisienne. « Je l'ai acheté fin 2017, avec le projet de construire un nouvel immeuble : 49 appartements au milieu d'un jardin », raconte Édouard Pellerin, président-directeur général de Valoptim. S'y trouvent déjà deux pavillons désaffectés et un petit immeuble de trois étages, murés. Or, contre toute attente, il découvre là « une quarantaine de personnes, des familles avec enfants, toutes d'origine Moldave ».

Projet immobilier à l'arrêt

« Ce sont des gens qui ne sont pas dans le besoin !, s'étrangle Édouard Pellerin, qui a mené sa petite enquête. Ils sont chauffeurs de VTC, travaillent sur des chantiers, et mon terrain sert de lieu de stockage. Certains touchent même le chômage. Sur les réseaux sociaux, on voit qu'ils se baladent à Monaco ou ailleurs au soleil... Ces gens-là prennent notre pays pour la caverne d'Ali Baba ! » Des intrus « parfaitement au courant des failles » de la loi française, assure-t-il. Sûrs de l'avoir de leur côté, ils refusent donc les « aides au déménagement » que le promoteur leur propose.

Pour Édouard Pellerin, les conséquences sont très probléma-



La décision de justice tarde à être appliquée : les squatteurs sont expulsables depuis un an, mais rien n'a été entrepris depuis.

tiques : la banque refuse de financer son projet. Au prix de mille tracas et complexités, il parvient à mobiliser des fonds propres et, parallèlement, engage une procédure d'expulsion. En octobre 2019, il l'emporte, et « fait signifier l'avis exécutoire le jour même ». Le 4 septembre dernier, les Moldaves perdent en appel et, le 10, sont déboutés de leur demande de délai. « Je suis donc définitivement devant des squatteurs aux yeux de la justi-

ce, résume le promoteur. Ils sont expulsables par la force publique depuis près d'un an. Mais dans la pratique, cela ne change absolument rien ! J'ai demandé de l'aide à la maire d'Aubervilliers : de nombreux habitants en ont assez de ce no man's land et réclament ces appartements, qui devaient être livrés il y a déjà un an et demi ». En attendant, le promoteur continue de payer tous les impôts et taxes liés à la détention du terrain... ■ S. K.